

LES RELATIONS ECONOMIQUES BRESIL-AFRIQUE DANS LE CONTEXTE DES RAPPORTS INTERNATIONAUX

Par

*Jacques d'ADESKY**

INTRODUCTION

Le Centre de gravité du pouvoir mondial se situe bien haut dans l'hémisphère Nord. C'est une situation qui reflète les rapports de force existants entre le Nord et le Sud. Les relations Sud-Sud ont pour objectif, entre autres, de modifier cette donnée fondamentale des relations internationales contemporaines, en assignant une place privilégiée aux relations périphériques.

Le développement des relations économiques Brésil-Afrique montre que les relations Sud-Sud sont bien une réalité. Cela ne signifie pas à l'évidence un nouveau partage des marchés en zone géographique distincte qui provoquerait une rupture décisive de la division internationale du travail. Le Brésil comme l'Afrique restent en état de subordination économique par rapport aux pays développés et leurs relations périphériques impliquent l'acceptation implicite qu'ils ne les contrôlent pas totalement. En effet, les relations périphériques s'inscrivent dans le cadre des liens de dépendance qui les unissent au marché mondial dont les exigences et les règles s'imposent à elles. De ce fait les pays du Tiers Monde ne sont pas maîtres du modèle périphérique qu'ils souhaitent. Des facteurs externes contrarient leur volonté, tendant à limiter le rôle des relations Sud-Sud à un caractère purement perturbateur.

Les pays en développement se trouvent donc enfermés dans un cercle vicieux, difficile à briser. Face à cette réalité complexe, nous n'aurons pas la prétention, dans cet article, de soulever toutes les questions relatives à la problématique des relations économiques Brésil-Afrique. Nous limiterons ainsi notre réflexion aux points qui nous paraissent les plus importants pour la bonne compréhension de ces relations, entendues comme forme moderne d'échange périphérique qui puisse conduire à une plus grande autonomie vis-à-vis du Nord, sans provoquer entre des partenaires d'inégal développement du Sud des effets dominateurs et destructeurs.

EXTRAVERSION ET DEPENDANCE, ARRIERE-FOND DES RELATIONS ECONOMIQUES BRESIL-AFRIQUE

Comme le montre la configuration des échanges extérieurs, l'essentiel des relations économiques du Brésil et de l'Afrique se fait avec les pays développés. L'extraversion des économies brésiliennes et africaines est à la fois l'origine et la résultante de cette situation. Elle se reflète par l'état de subordination économique auquel sont soumis ces pays et se manifeste par l'assymétrie fondamentale qui régit leurs échanges extérieurs à l'avantage des pays développés. Une rupture des relations commerciales entre le

* *Professeur et Superviseur Général du Centro de Estudos Afro-Asiáticos (CEAA) – Rio de Janeiro.*

Brésil et les Etats-Unis ou entre l'Afrique et l'Europe affecterait fortement l'économie brésilienne ou l'économie africaine dont le commerce extérieur avec ces pays conditionne une part essentielle de la production et de la consommation nationale, tandis que les Etats-Unis et l'Europe en seraient très peu affectés puisque ces échanges représentent une part très petite de leur commerce extérieur. Autrement dit, le Brésil et l'Afrique sont beaucoup plus dépendants de leurs échanges avec les Etats-Unis ou l'Europe que ceux-ci ne le sont à leur égard (1).

Cette asymétrie qui est une donnée de base des relations Nord-Sud peut être la source de puissants effets de domination et montre que le Sud reste dans son ensemble le maillon faible du système mondial du pouvoir (2). En manipulant la menace de rupture des liens économiques, les Etats-Unis, par exemple, sont à même de disposer sur le Brésil d'un pouvoir politique de chantage plus ou moins important.

Les relations économiques Brésil-Afrique se déroulent donc sur un arrière-fond de dépendance particulièrement complexe dont la dimension la plus criante se situe au niveau du pouvoir monétaire et financier international, confisqué au profit des vrais arbitres de la vie financière internationale que sont les autorités monétaires et les grandes banques du Club des dix principales puissances industrialisées (3). L'étude de la question monétaire et financière, dans le cadre des échanges Brésil-Afrique, nous a en effet montré l'action perturbatrice de la médiation du dollar à l'échelle périphérique et l'importance du système financier international qui constitue en soi un instrument de contrôle puissant de l'économie des pays sous-développés par les pays développés (4).

Le système global de sujétion, constitué par l'étroite imbrication entre l'ordre économique international actuel et le système mondial de pouvoir, doit veiller à préserver les espaces d'influence à la périphérie au bénéfice des pays développés. Il ne permet pas qu'à l'échelle de l'Afrique, le Brésil puisse assurer le tout premier rôle, car cela irait à l'encontre de la logique de la subordination de la périphérie.

L'on ne s'étonnera donc pas que malgré les potentialités existantes d'augmentation des échanges entre le Brésil et l'Afrique, le Brésil ne parvienne pas à faire réellement concurrence aux pays européens. Seuls des pays bien armés comme les Etats-Unis, le Japon, voire le Canada parviennent à faire pièce sur le terrain aux pays européens. Il n'y a pas lieu comme le Brésil de posséder aujourd'hui une industrie domestique comparable à celle que possèdent bien peu de pays en voie de développement ou de disposer dans certains secteurs industriels des avantages relatifs sinon absolus par rapport à ses concurrents des pays industrialisés, pour penser qu'elle puisse assurer les fondements définitifs de ses relations économiques à la périphérie.

L'essor des relations économiques contemporaines Brésil-Afrique et des fondements qui l'animent, aspirant à un nouvel ordre économique international, mettent donc davantage en lumière la vulnérabilité des pays du Tiers-Monde, si l'on se réfère au système global de sujétion contrôlé par les pays développés. Faut-il pour cela se laisser aller au découragement ?

Tel n'est pas notre propos. Au contraire, cette vulnérabilité doit aiguïser notre réflexion car l'on sait les potentiels économiques existants entre le Brésil et l'Afrique, quand l'on considère, par exemple, que les trois quarts des importations des pays africains sont constitués de produits à technologie simple que les pays semi-industrialisés de la périphérie peuvent fournir (5). D'autre part, les systèmes, quels qu'ils soient, ne sont pas éternels. Ils sont sujets à des modifications ou à des ajustements dans le temps, sous la pression des événements internes et externes et des réalités nouvelles qui peuvent se faire jour. Du reste, les grands changements qui impliquent des ruptures de systèmes viennent à partir de la périphérie ainsi que l'atteste notamment l'histoire du monde méditerranéen et européen (6).

LA COOPERATION ECONOMIQUE SUD-SUD, COMPOSANTE ESSENTIELLE DU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

La situation de crise dans laquelle se trouve actuellement l'économie mondiale, ainsi que l'impasse que connaît le dialogue Nord-Sud, donnent aux accords de coopération économique Sud-Sud un relief particulier. Ces accords qui privilégient l'axe Sud-Sud, assignent une place essentielle aux relations périphériques, visant à renforcer l'autonomie collective et à permettre via l'expansion des interactions Sud-Sud, de concourir à la restauration des conditions de rentabilité à la périphérie et au renforcement du «bargaining power» du Tiers-Monde dans le cadre du nouvel ordre économique international.

Cet objectif d'assigner une place essentielle aux relations de coopération périphérique comme moyen de lutter contre la domination et la dépendance économiques des pays développés rencontre une large unanimité au sein du Tiers-Monde, ainsi que l'attestent les nombreuses conférences internationales réalisées sur ce thème depuis la 6ème session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenue en 1974, adoptant la déclaration et le plan d'action pour instaurer un nouvel ordre économique international, revendication née au Sommet des pays non-alignés à Alger en 1973.

L'histoire des relations internationales enseigne que les rapports internationaux ont toujours été des rapports de force entre les Etats. L'égoïsme des Etats et la défense des intérêts nationaux sont un des fondements bien solides de la politique internationale. Les relations Sud-Sud sont donc une composante essentielle des relations internationales qu'ils convient de maîtriser, car même si elles ne sont pas les plus importantes, face, par exemple, aux relations Nord-Sud, elles concourent fortement à l'établissement de nouveaux rapports de force au niveau international. Il apparaît ainsi que les relations de coopération Sud-Sud sont source d'interdépendance, moyen de pression dans le cadre de la restructuration de l'économie mondiale, voie de transfert de richesses intra-périphérique et donc de déplacement de pouvoir du Nord vers le Sud.

La notion de relations Sud-Sud revêt deux acceptions: Au sens large, elle couvre une conception qui renvoie au système d'échanges dépendants entre le Nord et le Sud, dont la structure figée est la cible des revendications du monde en développement dans les négociations internationales.

De manière plus spécifique, les relations Sud-Sud désignent des rapports originaux entre pays du Tiers-Monde par le biais desquelles leurs efforts collectifs peuvent déboucher sur un développement économique et technologique auto-centré.

L'idée de base est que le renforcement des liens économiques entre les pays du Sud constitue un élément de base de la stratégie de développement actuel du Tiers-Monde. Sa mise en œuvre ainsi que le prévoit, par ailleurs, le programme d'action de Caracas nécessite l'identification d'objectifs et de projets susceptibles de supprimer progressivement les contraintes majeures du développement extraverti qui caractérise les économies des pays de la périphérie. Une telle stratégie n'est pas facile. Comme l'on s'en doute, elle se heurte au système global de sujétion et à l'attitude des pays développés, hostiles à toute initiative visant à modifier l'ordre économique existant. Les résultats nuls de la Conférence de Cancun, en Octobre 1981, en sont la preuve la plus évidente. Face aux revendications légitimes des pays pauvres, proposer comme l'ont fait à Cancun les pays industrialisés, un ordre économique plus équitable tout en sauvegardant les structures existantes dans leur essence, montre la perception archaïque que les pays industrialisés ont des relations économiques internationales, perception qui répond avant tout à un désir de préserver leur hégémonie sans résoudre, par exemple, la question de la détérioration continue des termes de l'échange ou de la division internationale du travail qui assigne traditionnellement aux régions du Sud le rôle de fournisseur obligé des matières premières à prix modique et de consommateur de produits finis au prix rentable.

TRIANGULATION ECONOMIQUE, EXEMPLE TYPIQUE DE LA NOUVELLE SOLIDARITE PERIPHERIQUE

L'accord triangulaire Brésil-Mozambique-OPEP, visant à l'exploitation du charbon mozambicain, avec l'aide financière de l'OPEP et le savoir-faire brésilien, est un exemple typique, parmi d'autres, de cette nouvelle solidarité organisée entre pays en développement. Sa dialectique s'efforce de dépasser les oppositions d'intérêts, les contradictions entre structures et systèmes économiques, entre stades de développement en se fondant sur la relation entre une industrie clé et un ensemble économique en croissance, entre l'action de l'aide et l'organisation du commerce, entre les programmes de production et les échanges (7).

Ainsi donc, les relations triangulaires ont pour but de mettre en contact des pays dont la structure productive ne permettrait pas l'établissement d'échanges bilatéraux importants. C'est le cas en général des pays sous-développés. C'est donc le cas du Brésil et de l'Afrique. Etablir des relations triangulaires entre pays en développement va à l'encontre de l'affirmation qui prétend que les structures économiques «naturelles» des Etats sous-développés produisent à peu près les mêmes produits primaires qui sont, par essence, concurrentiels et que les courants d'échanges ne s'instituent que dans la mesure où il existe une certaine complémentarité, naturelle ou acquise à la faveur d'implantations industrielles ou de l'introduction de cultures nouvelles. Cette faible complémentarité expliquerait la

faible importance relative du commerce Sud-Sud en général. Aujourd'hui, l'on sait que cette vision rigide des relations économiques est perverse. Elle a été entérinée sur le plan scientifique par les théories classiques et néo-classiques qui postulent la libre concurrence sur les marchés internationaux et qui invoquent les avantages comparatifs pour justifier la spécialisation des pays sous-développés. Ces théories ne sont plus acceptables pour les pays du Tiers-Monde, dans la mesure où elles reposent sur un certain nombre d'hypothèses qui servent admirablement les intérêts des pays industrialisés. Du reste, leur portée et leur valeur explicative sont limitées de par leur caractère statique et du fait qu'elles omettent la nécessité du dynamisme du développement et la question de la dépendance des pays sous-développés par rapport aux pays industrialisés.

L'idée de triangulation n'est pas neuve. Elle est même de triste mémoire, si l'on se réfère au trafic triangulaire auquel se livraient en particulier les Européens dans le cadre de la traite des esclaves: des ports d'Europe occidentale, partaient des navires chargés de pacotille échangée sur les côtes d'Afrique contre les esclaves, et ces mêmes esclaves étaient transportés vers les ports d'Amérique où ils étaient vendus. Mais, rappelons aussi qu'avant cet épisode néfaste, l'Afrique noire faisait partie d'un autre réseau triangulaire d'échanges qui s'était établi entre les Portugais d'abord, les Hollandais ensuite et l'Asie. L'Europe n'ayant que peu à offrir en échange des produits de l'Asie, les Portugais troquaient les cotonnades achetées en Inde contre de l'or et de l'ivoire en provenance d'Afrique, lesquels or et ivoire étaient utilisés pour payer les épices et les articles manufacturés de luxe destinés au marché européen (8).

La triangulation périphérique s'articule autour des nouvelles relations Sud-Sud qui se font jour dans le cadre des équilibres économiques nouveaux. Elle montre la possibilité d'aller au delà des schémas classiques des échanges internationaux qui privilégient le cadre étroit des échanges bilatéraux. La triangulation questionne aussi la formulation de la politique économique extérieure d'un pays, car elle suggère implicitement comme indicateur des échanges externes vis-à-vis des pays du Sud l'utilisation d'une balance commerciale multilatérale ou régionale en lieu et place de la balance bilatérale. Le déficit commercial que le Brésil encourt, par exemple, avec le Congo, ne serait pas fondamental pour l'économie, à partir du moment où selon une vision multilatérale ou régionale des échanges, ce déficit existant pourrait être compensé par le Gabon ou un ensemble d'autres pays africains qui effectueraient des importations venant du Brésil à travers ou non une politique concertée d'achat. Il va sans dire que la triangulation entre pays en développement pourrait s'effectuer, quand nécessaire, sur la base du troc, dispensant par là-même l'utilisation de devises dans l'opération d'échange triangulaire.

RELATIONS SUD-SUD, NEUTRALITE ET INEGALITE DE DEVELOPPEMENT

La nécessité d'aller au-delà des schémas classiques souligne l'importance des relations Sud-Sud. Celles-ci sont, en effet, une voie importante d'affirmation des pays sous-développés, car elles interrogent spontanément

le système dépendant centre-périphérie. Dans cet ordre d'idée, l'on voit, par exemple, que la substitution partielle des relations Nord-Sud par des relations périphériques Sud-Sud ne peut fonder le développement des pays sous-développés. En effet, les relations Sud-Sud ne modifient absolument pas, par elles-mêmes et dans l'immédiat la structure économique mondiale et, notamment, la nature des relations de dépendance entre le Nord et le Sud. Elles contribuent néanmoins à produire une rupture dans le circuit des relations centre-périphérie, car elles suscitent dans le cadre des contacts et projets de coopération Sud-Sud, la critique explicite des modèles économiques et culturels européens et américains qui sont, comme on le sait, la référence obligée des pays sous-développés.

L'enjeu pour les pays en développement n'est donc pas tellement d'opposer les relations Nord-Sud aux relations Sud-Sud qui participent, comme déjà souligné, au marché mondial. Les relations Sud-Sud suscitent des problèmes aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Pour les pays développés, les échanges périphériques favorisent l'émergence de nouveaux concurrents (Brésil, Inde etc...). De la sorte, ils peuvent interpréter le développement et l'intensification des échanges périphériques ou horizontaux comme une tentative pouvant affecter négativement leurs intérêts, en raison notamment de la possibilité de détournement au profit du Sud d'une partie du trafic commercial Nord-Sud qui jusque là leur était quasi garanti dans le cadre de la division internationale du travail.

Pour les pays en développement, les relations Sud-Sud tout comme les relations Nord-Sud ne sont pas neutres. Elles peuvent provoquer entre des partenaires d'inégal développement des effets dominateurs et destructeurs, véhiculant pour peu que l'environnement économique et politique s'y prête, des germes de profond assujettissement. Cela nous amène à souligner que, pour ce qui concerne les pays périphériques, seule une volonté politique, dotée d'une vision claire, peut fonder des relations Sud-Sud qui puissent apporter des avantages mutuels, conduisant à une plus grande autonomie et non au renforcement de la sujétion et de la dépendance.

Autrement dit, à partir de relations Sud-Sud harmonieuses peut surgir une situation nouvelle qui, quoique continuant à s'inscrire dans le cadre de l'économie capitaliste dépendante, se traduise par un élargissement de l'horizon étroit d'options qu'ont les pays sous-développés, dans le sens d'une diversification des partenaires d'égal ou d'inégal développement auxquels ils ne seraient pas soumis économiquement, objectivant de la sorte des politiques garantissant au mieux l'affirmation nationale.

LES RELATIONS SUD-SUD, UN ENJEU POUR LE BRÉSIL ET L'AFRIQUE

L'analyse des relations Brésil-Afrique prend à ce stade toute sa mesure. Considérer l'Afrique comme partenaire important parmi les autres groupements économiques mondiaux de la part du Brésil, c'est tout simplement adopter une stratégie qui tienne compte des données du pouvoir mondial et de la place que l'Afrique occupe dans l'enjeu mondial (9). L'Afrique

n'est pas seulement une zone géostratégique convoitée. C'est aussi un continent qui sort à peine du régime de l'exploitation coloniale et où prévaut dans de nombreux pays une situation néo-coloniale, similaire à celle qui existe dans les Etats d'Asie et d'Amérique Latine. Mais l'Afrique c'est aussi et surtout une zone économique potentielle, ouverte aux échanges avec les pays du Tiers-Monde. Le commerce est ici fondamental pour le Brésil. Il lui permet de s'approvisionner en matières premières, surtout le pétrole qui demeure, ces dernières années, le pôle autour duquel se condensent ses relations africaines, et de fournir en retour principalement des produits finis ou semi-finis. Le rôle positif du commerce est qu'il favorise dans ce cadre la diversification des relations périphériques en déplaçant progressivement le centre de gravité des relations centre-périphérie vers un nouveau centre plus au Sud du noyau central. Ce phénomène de glissement du centre de gravité vers le Sud répond à la stratégie des pays sous-développés, visant à remettre en cause l'ordre économique existant et ainsi à rendre sa nature plus hétérogène.

Pour l'Afrique, les contacts recherchés avec le Brésil sont avant tout d'ordre économique (10). Soucieuse de rééquilibrer ses dépendances, particulièrement à l'égard de la CEE, elle multiplie les partenaires dans le Tiers-Monde, achetant au Brésil, à l'Inde, négociant avec le Mexique etc... Ces contacts avec le continent Latino-américain et Asiatique s'inscrivent dans le cadre de la solidarité Sud-Sud et témoignent comme le dialogue arabo-africain, du souci pour les Africains de n'être pas enfermés dans un système strictement euro-africain, associant la CEE et l'Afrique en une zone complémentaire fermée. Cette volonté de diversifier les relations au niveau des pays du Sud répond directement à la déclaration finale adoptée par la 7ème Conférence au sommet des pays non-alignés qui s'est tenue à New-Delhi et à laquelle ont participé les pays africains membres de l'OUA ; cette Conférence a réaffirmé que «la coopération économique entre pays en développement est un moyen important leur permettant de réaliser leur autonomie collective et d'acquérir une position de force dans les négociations avec les pays développés» (11).

Il est à peine besoin de redire que l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial constitue un des préalables essentiels au renforcement des liens économiques entre le Brésil et l'Afrique. Un autre préalable essentiel est l'affranchissement de la tutelle américaine et européenne, sans lequel les relations Brésil-Afrique seront nécessairement subordonnées en partie aux intérêts extérieurs, quels que soient les moyens dont le Brésil et l'Afrique disposent et quelle que soit la volonté politique dont ils sont animés.

L'on connaît, en effet, l'emprise américaine sur le Brésil et l'hégémonie de la CEE sur le continent africain. Cette situation se concrétise par le pouvoir de pression et de chantage qu'ils peuvent utiliser pour maintenir la prééminence sans partage de leur domination sur le Brésil et l'Afrique. Cette situation révèle aussi que les relations Brésil-Afrique croisent les intérêts américains et européens. C'est ici que surgit un paradoxe entre les relations Sud-Sud et les relations Brésil-Afrique. D'une part, les relations Sud-Sud intègrent, par suite du modèle de développement dépendant du système

mondial, les règles de la rentabilité et de la productivité sur le marché international, et d'autre part, les relations Brésil-Afrique entrent en conflit avec les intérêts économiques et extra-économiques des Etats-Unis et de la CEE qui cherchent à préserver leur sphère respective de toute influence qui puisse venir du Nord comme du Sud.

L'autre paradoxe est que les relations économiques Brésil-Afrique paraissent autant profitables aux deux parties. Il semble, en effet, que les relations Sud-Sud, si elles s'encadrent dans le système économique international, ne s'insèrent pas nécessairement dans la théorie de l'échange inégal. Car le moteur des échanges périphériques n'est pas, à productivité égale, la faiblesse de la rémunération du travail qui peut, comme l'on sait, être inférieure à celle des pays du Nord, mais plutôt l'augmentation des seuils de rentabilité de la production. Ce paradoxe constitue dans le même temps, pour le Tiers-Monde, un enjeu dans la mesure où les relations Sud-Sud permettent de renforcer les intérêts spécifiques nationaux ainsi que les intérêts globaux de l'hémisphère Sud.

Pour ces raisons, nous pensons qu'il est essentiel de poursuivre les efforts de rapprochement du Brésil et de l'Afrique selon l'axe horizontal, d'autant que cette politique réciproque est soutenue par la proximité géographique, l'analogie des cultures, l'histoire, mais aussi parce qu'elle permet d'accroître la participation de ces pays dans les activités économiques mondiales et par là-même d'améliorer leur autonomie de décision et leur capacité de négociation au niveau international. Bien plus, ces efforts répondent avant tout à une nécessité d'avenir qui est celle d'une modification du système mondial au bénéfice des pays du Sud, afin qu'ils puissent accéder au progrès par les procédés de leur choix en dehors des modèles de développement imposés ou calqués de l'extérieur.

NOTES

1. Voir l'analyse de A. Vanhaeverbeke, «Problèmes économiques des pays en voie de développement» pp. 40-41, édition AGCD, Bruxelles.
2. Voir Samir Amin, «Crise, Socialisme et Nationalisme», dans «la Crise, Quelle Crise? Dynamique de la Crise Mondiale», pp. 164-228, François Maspero 1982.
3. Lire George Corm, «Menaces sur le Système International» *Le Monde Diplomatique*, No. 348, Mars 1983.
4. Voir Jacques d'Adesky, «A Questão das divisas e do financiamento nas relações econômicas Brasil-Africa», dans *Estudos Afro-Asiáticos* 6-7, pp. 178-189, Rio de Janeiro, 1982.
5. Samir Amin, *op. cit.*
6. Samir Amin, «Le Modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain ; la problématique de la transition», dans *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, p. 23 éditions anthropos, Paris 1976.
7. Paulo Tarso Flexa de Lima, «As Relações Econômicas Brasil-Africa» dans *Estudos Afro-Asiáticos* 6-7, pp. 191-195, Rio de Janeiro, 1982.
8. Paul Bairoch, «Le Tiers-Monde dans l'impasse», p. 132 éditions Gallimard 1971.
9. Gérard Chaliand, «A Luta Pela Africa-Estratégia das Potências», Brasiliense, 1982.
10. Voir *Resenha de Política Exterior do Brasil*, numeros de 1979 à 1982.
11. Voir l'hebdomadaire *Révolution Africaine*, No. 995, du 18 au 24 mars 1983.

SUMMARY

The «centre of gravity» of world power is located very high in the Northern hemisphere. This situation reflects North-South power relations. However South-South relations aim, among other things, at changing this basic fact in today's international relations by giving preference to peripheral relations.

The development of economic relations between Brazil and Africa shows that South-South relations are indeed a fact. It obviously does not imply a new division of markets into separate geographic zones which would ultimately break the international division of labour. Both Brazil and Africa are still economically subordinated to developed countries and in maintaining peripheral relations, they implicitly recognize that they are not in complete control of these relations. As a matter of fact these peripheral relations fit into their dependence links with the world market which forces its demands and its rules on them. Henceforth Third World countries do not control the peripheral model that they wish to have. External elements thwart their wills as these elements tend to see South-South relations as playing a purely upsetting role.

Developing countries are therefore confined in a vicious circle which is uneasy to break. Confronted with such a complex reality, we did not expect to raise all the issues concerning the problematic of economic relations between Brazil and Africa, in this article. We simply considered points which appeared essential to grasp these relations as being a modern form of peripheral exchange with a possibility to lead to further autonomy from the North without, however, giving rise to domination and destruction among unequally developed «Southern» partners.